YÉMEN

L'attribution du Nobel à Karman, une impulsion au soulèvement

L'attribution du prix Nobel de la paix à la militante yéménite Tawakkol Karman doit donner une impulsion au mouvement de contestation au Yémen, dont le caractère pacifique a été éclipsé par les combats meurtriers des derniers mois.

Les jeunes qui campent sur la place du Changement, épicentre de la contestation dans la capitale Sanaâ, ont laissé éclater leur joie à l'annonce de l'attribution du prix prestigieux pour la première fois à une femme arabe, alors que les médias officiels s'abstenaient de tout commentaire. Militante de la première heure pour la liberté d'expression et les droits des femmes, Tawakkol Karman a joué un rôle de premier plan dans le déclenchement fin janvier des manifestations estudiantines contre le président Ali Abdallah Saleh, dans la foulée des soulèvements tunisien et égyptien.

Cette jeune femme opiniâtre a conduit les manifestations qui s'ébranlaient chaque jour de l'Université de Sanaa pour être dispersées, le plus souvent à coups de bâtons, par les partisans du régime toujours en place malgré près de neuf mois de révolte.

Le ralliement en février des partis de l'opposition traditionnelle au mouvement de contestation a encouragé les jeunes à installer un camp de toile sur la place faisant face à l'Université, pour réclamer le départ du président, au pouvoir depuis 33 ans et qui refuse de partir. Mais la défection d'une partie de l'armée et le ralliement de puissantes tribus en mars ont fait perdre à ce mouvement son caractère pacifique et des combats ont opposé à Sanaâ les unités rivales de l'armée et les tribus fidèles et hostiles au régime. «L'attribution du Nobel est une récompense pour le peuple yéménite dont la révolution est pacifique et qui restera pacifique jusqu'à la victoire, malgré les tentatives du régime de l'entraîner chaque jour vers la violence», a déclaré Mme Karman de sa tente sur la place du Changement. Malgré les combats à Sanaâ, les jeunes ont maintenu leur sit-in sur cette place. Le secteur est protégé par la 1re division blindée de l'armée commandée par le puissant général dissident Ali Mohsen Al-Ahmar. Le reste de la capitale est contrôlé par les unités fidèles à M. Saleh. «L'attribution du Nobel de la paix à Tawakkol Karman va incontestablement donner une impulsion à la révolution pacifique au Yémen», a affirmé à l'AFP Walid al-Ammari, l'un des meneurs du mouvement de jeunes. «Il s'agit d'un message de soutien international à notre mouvement, au moment où certains se demandent si la révolution va réussir», a-t-il ajouté. «Cela va nous pousser à intensifier le mouvement de protestation populaire jusqu'à la chute» du président. Mohammad al-Assal, membre du comité d'information du Mouvement des jeunes de la révolution, a lui aussi affirmé que l'attribution de ce prix à la militante yéménite allait donner un coup de pouce à la contestation «et pousser ceux qui demeuraient encore dans leurs maisons à rallier la révolution».

Photo : DR

La militante yéménite Tawakkol Karman.

Pour Mme Karman, le prix Nobel est une «reconnaissance par la communauté internationale de notre révolution et de sa victoire inéluctable». Elle l'a dédié aux militants du Printemps arabe en Egypte, en Tunisie et en Libye, pays dont les chefs d'Etat ont été renversés, mais également «à la révolution en Syrie» qui tout comme le Yémen se poursuit depuis des mois.

SOMALIE

L'attentat de mardi a fait au moins 82 morts

L'attentat de mardi à Mogadiscio, revendiqué par les shebab, a fait au moins 82 morts, a indiqué le gouvernement somalien hier, alors que la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom) réclamait une action internationale renforcée contre les rebelles islamistes. Le gouvernement estime encore à quelque 110 le nombre de blessés après l'attaque, la plus meurtrière des dernières années dans la capitale somalienne, selon un porte-parole. Un précédent bilan faisait état de plus de 70 morts. Les shebab, qui se revendiquent d'Al-Qaïda et ont juré la perte du gouvernement de transition somalien, ont visé mardi un complexe ministériel. Cet attentat suicide au camion piégé est survenu en plein cœur de la capitale somalienne, d'où s'étaient retirés les rebelles début août. Selon des sources au sein du gouvernement et de l'Amisom, de nombreuses victimes étaient des étudiants qui attendaient devant le ministère de l'Education supérieure les résultats d'examen pour des bourses en Turquie. Ankara a accueilli 37 Somaliens gravement blessés dans l'attentat.

S'exprimant devant la presse à Nairobi hier, le commandant de l'Amisom, le général Fred Mugisha, a affirmé que ses troupes contrôlaient encore 95% de la capitale, mais a redit avoir besoin de renforts pour consolider ces positions. Selon lui, «le monde devrait faire un petit peu plus pour améliorer la situation en Somalie». «Si nous n'infligeons pas une défaite aux extrémistes, le problème va s'amplifier», a poursuivi M. Mugisha. Il coûtera alors «plus de temps, plus d'argent et plus d'efforts». En août déjà, le général réclamait 3 000 hommes supplémentaires. Mi-septembre, devant le Conseil de sécurité des Nations unies, le Premier ministre somalien demandait à son tour que les effectifs de l'Amisom soient portés à 20 000 soldats.

Le Burundi s'est dit prêt à envoyer plus de soldats. La Sierra Leone est aussi disposée à déployer un bataillon de 850 hommes dans le pays ravagé par 20 ans de guerre civile.

Mais, en matière de renforts, le général souhaite «voir se réduire le fossé entre la théorie et la pratique». «La région et, en fait, le monde sera plus sûr avec une Somalie stable», a-t-il estimé.

SYRIE

8 civils tués dans des manifestations hier

Des milliers de manifestants ont défilé hier pour soutenir l'opposition au régime du président Bachar al-Assad en Syrie, où huit civils ont été tués par balles, selon des militants.

Trois civils ont été tués, dont deux par des tireurs embusqués, à Douma et un autre à Zabadani, deux villes proches de Damas, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH).

Et quatre autres, dont deux hommes âgés, ont péri sous les balles des forces de sécurité à Homs (centre), où au moins 25 personnes ont été blessées, d'après la même source.

Des manifestations appelant à la chute du régime «ont eu lieu dans la plupart des quartiers de Homs», un des foyers de la contestation contre le régime, où des tirs nourris et des explosions étaient entendus depuis la mi-journée, ont indiqué les militants.

A Deir Ezzor (est), les tirs résonnaient dans plusieurs rues où des centaines de manifestants étaient sortis après la prière musulmane hebdomadaire. En outre, les forces de sécurité ont tiré pour disperser une importante manifestation à Maaret al-Noumane, dans la région d'Idleb, près de la frontière turque, blessant cinq personnes.

L'OSDH a fait état d'un «important déploiement d'agents de sécurité et de l'arrivée de renforts» qui ont pris d'assaut une mosquée où les manifestants s'étaient réfugiés après être sortis pour appeler à la chute du régime et exprimer leur soutien au Conseil national syrien (CNS), principal mouvement d'opposition.

Les militants pro-démocratie avaient appelé sur Facebook les Syriens à manifester sous le slogan «le Conseil national syrien est notre représentant, à moi et à toi et celui de tous les Syriens». Né fin août à Istanbul, le CNS réunit la majorité des courants politiques opposés au régime, notamment les Comités locaux de coordination (LCC), les libéraux, la confrérie des Frères musulmans, interdite de longue date en Syrie, ainsi que des partis kurdes et assyriens. Il doit se réunir aujourd'hui au Caire, notamment pour se doter d'une direction.

Dans le même temps, la Syrie, où plus de 2 900 personnes ont été tuées depuis le début mi-mars d'une insurrection populaire hostile au régime, était la cible à Genève de nombreuses critiques devant le Conseil des droits de l'homme de l'ONU dans le cadre de l'examen périodique universel (EPU).

Plusieurs pays occidentaux, ainsi que le Brésil, ont demandé à Damas d'autoriser l'entrée sans entrave de la commission d'enquête internationale indépendante chargée en août par l'ONU d'enquêter sur les violations des droits de l'homme.

De son côté, le président russe, Dmitri Medvedev, dont le pays est l'allié de Damas, a estimé pour la première fois que le régime de M. Assad devrait «partir» s'il ne menait pas les «réformes indispensables».

«Nous travaillons activement avec les dirigeants syriens pour qu'ils procèdent aux réformes indispensables», a déclaré M. Medvedev cité par les agences russes.

«Si ces dirigeants ne sont pas capables de mener ces réformes, ils doivent partir, mais c'est au peuple et au régime syrien de décider cela, et non pas à l'Otan ou à certains pays européens», a ajouté M. Medvedev.

Moscou, qui a opposé mardi son veto à un projet de résolution du Conseil de sécurité de l'ONU condamnant Damas pour la répression, a affirmé l'avoir fait au nom du refus des ingérences et de crainte de voir se répéter le scénario de l'intervention occidentale en Libye.

LIBYE

Âpres combats à Syrte, où des pro-CNT évoquent l'assaut final

De violents combats de rue se déroulaient vendredi dans le centre de Syrte, où les forces du nouveau pouvoir libyen ont évoqué un «assaut final» pour faire tomber ce bastion des partisans de l'ancien dirigeant Mouammar Kadhafi.

Après de puissants tirs de barrage à l'artillerie et à la roquette à l'aube, des centaines de combattants du Conseil national de transition (CNT) sont entrés par l'ouest dans la ville dans des colonnes de pick-up lourdement armés.

«Nous avons l'ordre de terminer la mission aujourd'hui», a affirmé un combattant du nouveau régime, Faisal Asker. «On nous a dit que c'était l'assaut final. Inch Allah (si Dieu le veut), nous allons prendre Syrte aujourd'hui», a ajouté l'un de ses camarades, Barak Abou Hajar. Des avions de l'Otan survolaient la zone, secouée par le vacarme des mitrailleuses et des déflagrations. «Il y a une grosse opération aujourd'hui» à Syrte, a déclaré à l'AFP Abdel Ibrahim, porte-parole du Conseil militaire de Misrata, sans pour autant mentionner d'assaut final. Les combats, avec des bombardements à l'arme lourde, se sont concentrés autour du Centre de conférence Ouagadougou et de l'université, deux place-fortes des partisans de l'ancien régime, retranchées au cœur de cette ville côtière à 360 km à l'est de Tripoli, selon un journaliste de l'AFP.

Des combats de rue et à l'arme lourde faisaient rage également autour d'une avenue stratégique menant de l'université au quartier des Mauritaniens, où combattraient de nombreux mercenaires naturalisés libyens mais originaires de ce pays. En milieu d'après-midi, les forces pro-CNT n'avaient pas réussi à prendre le centre Ouagadougou, que les pro-Kadhafi défendaient avec des tirs de mortier, des mitrailleurs et des tireurs embusqués. Aucun bilan n'était disponible dans l'immédiat pour l'ensemble de la ville, mais en fin d'après-midi, Ahmed Mohammed Abou Oud, responsable d'un hôpital de campagne installé par les pro-CNT à la sortie ouest de la ville, a annoncé avoir reçu 10 morts et 150 blessés.

Dans le va-et-vient incessant des ambulances, cette structure installée dans un bâtiment délabré a connu des scènes de chaos tout au long de la journée, les médecins s'affairant autour des nombreux blessés pendant que des combattants pleuraient leurs camarades tués. «Il y avait beaucoup de familles, mais elles ont fui, c'est pour cela que nous prenons moins de précautions», a expliqué le commandant pro-CNT Wahid Bufera, en soulignant que les forces du nouveau pouvoir attaquaient la ville par «trois côtés» (sud, est et ouest). Dans l'après-midi, un pick-up s'est arrêté près de l'hôpital de campagne avec quatre hommes menottés à l'arrière, soupçonnés de s'être battus dans les rangs pro-Kadhafi et visiblement terrifiés. Des dizaines de combattants pro-CNT en colère ont entouré le véhicule, qui s'est éloigné au bout de quelques minutes, selon un journaliste de l'AFP. Les pro-CNT ont entamé hier leur quatrième semaine de siège à Syrte, où ils avancent très lentement face aux partisans du Mouammar Kadhafi, qui ne se résigne pas. Dans un message sonore diffusé jeudi soir par la chaîne Arraï en Syrie, il a appelé les Libyens à manifester «par millions» contre le CNT. «Je leur dis n'ayez peur de personne, vous êtes le peuple, vous appartenez à cette terre. Faîtes entendre votre voix contre les collaborateurs de l'Otan», a-t-il affirmé dans ce message où la voix de l'ancien Guide, en fuite depuis la chute le 23 août de son QG à Tripoli, était à peine audible. Plus à l'ouest, un bataillon pro-CNT est arrivé en renfort pour «nettoyer» la ville de Ragdaline, à 130 km au sud-ouest de Tripoli, encore aux mains des fidèles de l'ancien régime, a annoncé le Conseil militaire de Misrata. Et le CNT a dépêché un millier d'hommes supplémentaires, avec une centaine de véhicules militaires, à Bani Walid, vaste oasis à 170 km au sud-est de la capitale, où les combattants pro-Kadhafi résistent depuis des semaines, selon un commandant militaire. «Nous allons d'abord négocier pour une reddition pacifique des pro-Kadhafi et tenter de faire sortir les 10% de civils qui sont encore dans la ville avant de lancer un assaut», a déclaré à l'AFP Moussa Ali Younès, commandant de la brigade Jado, qui dirige cette opération. Selon lui, «Seif al-Islam (un des fils Kadhafi) se trouve à Bani Walid et peut-être aussi Mouammar Kadhafi mais il y a 50% de doutes sur la présence du dirigeant déchu. «Il y a beaucoup de proches de Kadhafi à Bani Walid, plus qu'à Syrte», dans la région natale du Guide déchu, a-t-il assuré. A Bruxelles, le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, a affirmé jeudi que le conflit approchait «de sa conclusion», même si les combats restaient sérieux.